

Le Manifeste Dana +20 des peuples mobiles

Peuples autochtones mobiles, conservation, développement durable et changement climatique vingt ans après la déclaration de Dana

Wadi Dana, Jordanie Septembre 2022

Nous, représentants des peuples mobiles - y compris les peuples autochtones, traditionnels, nomades et tribaux¹ - et chercheurs et praticiens concernés réunis ici à Wadi Dana, en Jordanie, nous sommes réunis pour examiner nos situations, 20 ans après [la Déclaration de Dana](#)², et pour planifier notre futur. Nous venons de nombreux peuples et pays différents à travers le monde - dont la Mongolie, la Malaisie, l'Inde, l'Iran, la Jordanie, la Suède, le Nigéria, le Cameroun, le Kenya, la Tanzanie, la Namibie et le Pérou. Nous exprimons nos remerciements pour l'assistance des agences des Nations Unies, des organisations de la société civile et des organisations communautaires, des universités et des organismes de conservation, qui ont financé cette réunion et nous ont rejoints ici en Jordanie pour cette réflexion.

Dans l'esprit de la prochaine Année internationale des parcours et des pasteurs, décidée par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'initiative du Gouvernement Mongol³, nous soulignons que nous, les peuples mobiles et les pasteurs, représentons des centaines de millions de personnes dans le monde, avec des moyens de longue date d'une vie en harmonie avec nos environnements locaux. Nos modes de vie sont très variés et s'appuient sur de multiples formes de mobilité pour enrichir nos relations à nos environnements, nos territoires de vie⁴. Nos patries s'étendent de l'extrême nord, à travers les déserts arides et semi-arides, les savanes et les steppes jusqu'aux forêts tropicales humides.

Le changement climatique confronte nos peuples à des défis sans précédent, notamment la dégradation des terres, les inondations et les sécheresses exagérées, la désertification et la déforestation associées et la perte de biodiversité qui menacent notre souveraineté et notre sécurité alimentaires et l'accès au fourrage. Ces problèmes découlent principalement des émissions continues dues à l'utilisation de combustibles fossiles, mais nous sommes trop souvent ciblés comme émetteurs simplement pour avoir continué nos modes de vie traditionnels, alors que les industries extractives continuent sans contestation.

Nous appelons à des mesures d'atténuation du climat et à des plans d'adaptation qui s'appuient sur nos stratégies traditionnelles de gestion mobile des terres et sur nos connaissances adaptées à la variabilité⁵. Cela exige que nous ayons des droits sûrs sur nos territoires afin que la résilience qui découle de notre mobilité ne soit pas compromise.

¹ FIDA 2009. Politique d'engagement avec les peuples autochtones, FIDA, Rome.

² La Déclaration de Dana, Dana + 10 et Dana + 20 approuvent pleinement la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Voir le site Web de la Déclaration de Dana : <https://www.danadeclaration.org/>.

³ <https://iyrp.info/>

⁴ <https://www.biodiversitya-z.org/content/indigenous-peoples-and-community-conserved-territories-and-areas-icca>

⁵ Voir la vidéo du CELEP : <https://www.youtube.com/watch?v=DeqITzac9Ac>

Contrairement aux perceptions courantes, nos territoires et nos parcours sont d'importantes réserves de biodiversité, fournissent des services écosystémiques essentiels, et nos modes de vie jouent un rôle vital dans le maintien et la gestion de ces zones, tout en apportant des contributions essentielles aux économies nationales et à la sécurité alimentaire. Ces modes de vie mobiles intègrent des mesures qui augmentent la résilience et la gestion efficace des sols et de l'eau et devraient constituer la base de la conservation et de la restauration de l'environnement. Nous apprécions que ces valeurs soient reconnues par certaines agences internationales, telles que la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification⁶. La recherche universitaire étaye nos affirmations selon lesquelles l'utilisation des ressources mobiles - la chasse, la cueillette, les jachères forestières en rotation, la transhumance et l'élevage et le partage des terres « nomades » - améliore plus souvent que ne diminue la biodiversité et la résilience des écosystèmes. Pourtant, nous reconnaissons que nos environnements et nos modes de vie sont sous pression en raison de la croissance démographique, de la perte de terres et d'eaux au profit d'autres intérêts et de l'engagement dans l'économie monétaire, souvent à des conditions défavorables. Nous appelons à des alliances à différents niveaux pour promouvoir et maintenir nos moyens de subsistance.

Historiquement, nos modes de vie et nos droits humains ont été trop souvent dépréciés et niés. Certains d'entre nous ont connu la violence, le déplacement forcé et la sédentarisation. Des lois ont été rédigées pour nous priver des mêmes droits que ceux accordés aux agriculteurs sédentaires. Nos droits à nos terres, territoires et ressources naturelles dont nous dépendons, à l'autonomie gouvernementale et à l'exercice de nos lois coutumières n'étaient pas protégés. Aujourd'hui, dans de nombreux pays, ces préjugés culturels, lois et politiques discriminatoires perdurent malgré l'indépendance de nos pays et leur ratification des traités et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme⁷. Nous reconnaissons le rôle important que jouent les défenseurs de la terre et des droits humains dans notre communauté et notre société. Nous exhortons les gouvernements et la communauté internationale à les protéger dans leurs actions de sauvegarde des populations mobiles et de leur environnement⁸.

Aujourd'hui, nos modes de vie sont confrontés à des menaces croissantes des industries extractives et de l'agro-industrie, des aires protégées imposées, des camps de chasse et de tourisme, des programmes de déplacement et de sédentarisation, du manque d'accès à la justice, des préjugés omniprésents contre nos modes de vie, de l'érosion du respect de notre gouvernance coutumière systèmes et connaissances. La fragmentation et la clôture des propriétés privatisées sur nos territoires et les nouvelles frontières nationales coupées traversent nos routes migratoires traditionnelles, nous privant d'accès aux pâturages et aux forêts. Nous soulignons que des formes exclusives de conservation et de développement continuent de nous être imposées, entraînant la perte de l'accès à nos terres et territoires, la réinstallation involontaire, l'appauvrissement et la perte culturelle. Même de nouveaux projets de « transition verte » - parcs éoliens, parcs solaires et mines de métaux rares - sont imposés sur nos terres sans notre consentement ou en tenant compte de nos droits, usages et besoins sur ces mêmes zones.

Nous reconnaissons et célébrons les initiatives modèles qui existent pour résoudre certains des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Dans certains cas, les tribunaux se sont prononcés en faveur de la restitution des terres de nos peuples. Certains gouvernements

⁶ Voir par exemple : <https://www.unccd.int/news-stories/statements/indigenous-peoples-dialog-climate-change-biodiversity-and-desertification>

⁷ Et d'autres instruments mondiaux qui traitent des droits collectifs des peuples autochtones tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, l'OIT 169 et les VGGT.

⁸ Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme,

nationaux ont accepté de reconnaître notre propriété et notre contrôle sur nos territoires traditionnels et ont autorisé notre autonomie. Certaines aires protégées ont été restituées à la propriété, au contrôle et à la gestion communautaires, et d'autres mesures efficaces pour parvenir à la conservation, telles que les territoires autochtones et les aires communautaires conservées, commencent à être reconnues. Certains projets de restauration d'habitats d'importance locale ont été réalisés en collaboration avec nos peuples. Malheureusement, tout en montrant la voie, ces exemples sont des exceptions plutôt que la règle.

Pour relever les défis persistants auxquels nous sommes confrontés, nous appelons les gouvernements à modifier leurs politiques envers nos peuples, d'abord en reconnaissant et en garantissant formellement nos droits coutumiers à nos territoires et à l'utilisation partagée des ressources, et en reconnaissant nos autorités traditionnelles et nos lois coutumières et encourager une éducation culturellement sensible qui valide nos modes de vie et encourage les jeunes à honorer les connaissances et les identités traditionnelles. Les peuples mobiles doivent être équitablement représentés et avoir voix au chapitre dans la prise de décision.

Nous appelons les défenseurs de l'environnement à respecter nos droits et à travailler en étroite collaboration avec nous pour protéger nos zones ancestrales ainsi que la diversité bioculturelle et les écosystèmes que nous chérissons et prenons soin en appliquant nos connaissances traditionnelles et nos pratiques de gestion coutumières. Nous leur rappelons de mettre en œuvre leurs promesses dans le cadre de l'Accord de Durban⁹ et du Plan d'action de Durban et conformément aux décisions de la Conférence des Parties à la Convention sur la Biodiversité¹⁰ et aux messages clés pertinents du Groupe d'experts intergouvernemental sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)¹¹. Nous les appelons à financer et à rendre efficace le mécanisme de Whakatane et à développer des mécanismes agiles par lesquels les peuples touchés peuvent faire part de leurs préoccupations concernant les aires protégées, les faire juger de manière juste et impartiale et les traiter par la restitution, l'indemnisation et la médiation.

Nous appelons les entreprises à respecter les droits de nos peuples, à mener des évaluations d'impact social, économique, culturel et environnemental pleinement participatives conformément aux lignes directrices d'Akwe: kon¹² et à ne réaliser leurs projets dans nos territoires coutumiers qu'en ayant partagé toutes les informations sur leurs propositions et obtenu notre consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) par le biais de procédures et auprès de représentants de notre choix¹³. Ils doivent fournir une compensation équitable pour les pertes et dommages.

Nous appelons les agences des Nations Unies, les universités, les OSC et les OC à soutenir nos efforts, à agir en solidarité avec nous et à fournir des financements de manière à maintenir nos propres initiatives. Plus précisément, nous appelons l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones ou le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones à entreprendre une enquête ciblée et à publier un rapport sur la situation des peuples autochtones mobiles et à faire des recommandations spécifiques sur la manière dont nos droits doivent être respectés.

⁹ Approbation de la déclaration de Dana en 5.2.7 et au 4e Congrès mondial de la nature à Barcelone

¹⁰ CBD COP 7 Décision 28, COP 10 Décision 2, COP 12 Décision 12, COP 14 Décision 8, toutes avec leurs annexes respectives

¹¹ « Messages clés » IPBES A6, B6 et D5 de l'évaluation globale.

¹² <https://www.cbd.int/doc/publications/akwe-brochure-en.pdf>

¹³ <https://www.fao.org/3/i3496e/i3496e.pdf>

Nous demandons également aux chercheurs de développer conjointement des initiatives de recherche collaborative qui répondent à nos préoccupations prioritaires conformément à notre droit au consentement libre, préalable et éclairé et de renforcer les capacités des chercheurs locaux et des jeunes. Une telle recherche devrait être indépendante des agences de développement et de conservation et validée par le partage avec nos communautés avant d'être diffusée. Ces résultats devraient également être rendus plus accessibles au public.

Nous nous engageons également à entreprendre notre propre mobilisation et à renforcer nos réseaux, en garantissant des rôles aux femmes et aux jeunes, à entreprendre un plaidoyer mondial, à agir conjointement et dans l'unité pour nous soutenir mutuellement en temps de crise et à mettre en place des médias dédiés pour répondre à nos besoins. Nous continuerons à renforcer nos syndicats, organisations et réseaux locaux, nationaux et régionaux existants. Nous offrons ce manifeste comme une invitation ouverte à approfondir la compréhension mutuelle sur la place des modes de vie mobiles dans l'avenir de notre monde et à ouvrir de nouvelles voies de collaboration entre toutes les parties concernées.

Signatories to the Manifesto

Ariell Ahearn, Departmental Lecturer, University of Oxford, UK.
Abd Alrazzaq Al-Khawaldeh, Duty Manager of the Dana Guesthouse, Jordan.
Alejandro Argumedo, International Network of Mountain Indigenous Peoples (INMIP), Peru
Raed Hasan Al-Khawaldeh, Tourism Manager of Dana Reserve, Jordan.
Salem Mutlak Alzalabih, Wadi Rum, Jordan.
Alhassan Jaoji Attahiru, Confederation of Traditional Stockbreeders Organisations (CORET), Nigeria.
Mahmoud Abdullah Mohmmmed Bdoul, Bdoul tribe, Petra, Jordan.
Amer Shehdeh Khawaldeh, President, Dana & Qadisiyah Local Community Cooperative, Jordan.
Eng Basem Eid Khawaldeh, Alnawatif Cooperative, Jordan.
Khalid Khawaldeh, Global coordinator, World Alliance of Mobile Indigenous People (WAMIP).
Sara-Elvira Kuhmunen, President of the Sámi Youth Association, Sweden.
Dawn Chatty, Emeritus Professor, University of Oxford, UK.
Marcus Colchester, Senior Policy Advisor, Forest Peoples Programme, UK.
Alain Frechette, Rights and Resources Initiative.
Jérémie Gilbert, Professor of Human Rights, University of Roehampton, UK.
Elizabeth Hempstead, Research Assistant, University of Oxford, UK.
Saverio Krätli, Independent Researcher and Editor, *Journal of Nomadic Peoples*, UK.
Mohammad bin Pokok, Headman of Kuala Koh Village, Malaysia.
Janali Qasemi, Member of the Board, UNINOMAD, Iran.
J. Terrance McCabe, University of Colorado, USA.
Olivia Mason, Research Associate in Geography, Newcastle University, UK.
Simon Maison Tong'oyo, Research and Field Coordinator of ILEPA, founder and director of Nchaischi Vision School, and Majimoto Group Ranch Secretary, Kenya.
Nahid Naghizadeh, Chair of the Board, CENESTA, Iran.
Bayarsaikhan Namsrai, Steps without Borders NGO, Mongolia.
Musa Usman Ndamba, 1st Vice National President MBOSCUDA, Cameroon.
Helen Newing, Forest Peoples Programme, UK.
Sina Maghami Nick, DPhil student, School of Geography and the Environment, Oxford.
Yannick NDOINYO, Executive Director - Traditional Ecosystems Survival Tanzania (TEST), Tanzania.
Tumal Orto Galdibe, HSC, Toricha Livestock Breeds Farmer - Private Practice, Kenya.
Dayali Devi Raika, Lokhit Pashu Palak Sansthan Sadri, Rajasthan India.
Cory Rodgers, Senior Researcher, University of Oxford.
Greta Semplici, PASTRES postdoctoral fellow, European University Institute, Italy.
Usiel Seuakouje Kandjii: o'Seu Oningandu – Namibia.
Indrani Sigamany, Research Consultant and Capacity Building Specialist, UK.
Hanwant Singh, Lokhit Pashu Palak Sansthan Sadri, Rajasthan India.
Munkhnasan Tsevegmed, Country Coordinator, International Year of Rangelands and Pastoralists, Mongolia.
Cecilia Turin, Andean Pastoralism Researcher, Peru. Member of PASTOAMERICAS.
WONG Pui May, conservation practitioner, Malaysia.
Mohammad Zayadeen, Azazmih Tribe, Wadi Hidan, Jordan.



Acknowledgement of Sponsors of Dana + 20:

Centre for British Research in the Levant (CBRL); Misereor [IYRP]; Oxford University's Refugee Studies Centre and School of Geography and the Environment; Rights and Resources Initiative; PASTRES; University of Nevada; Wenner Gren Foundation; BMUV; GEF; SGP and UNDP; WAMIP.